

# Les directeurs d'établissements restent confiants malgré la crise

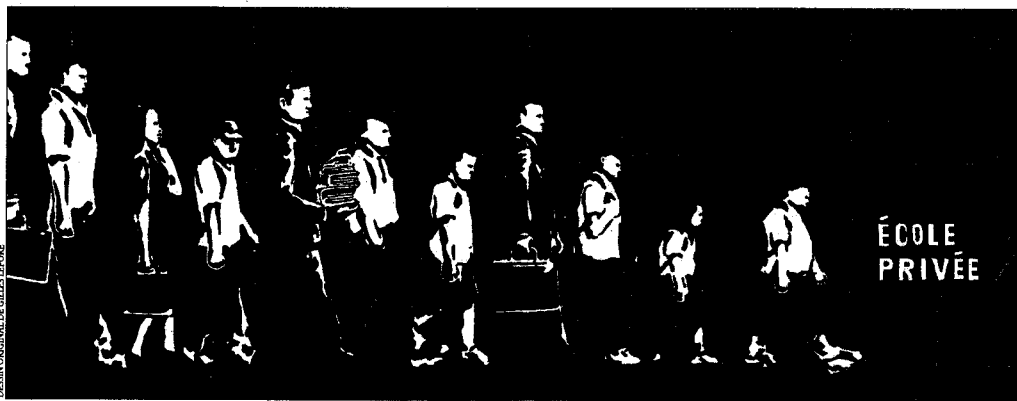
**Tendance** La faillite du Lycée français de Genève serait un cas isolé. Pour l'heure, la demande subsiste

Fabienne Bogadi,  
Catherine Dubouloz, Hélène Koch

En début de semaine, la nouvelle a créé la stupeur: le Lycée français de Genève a fermé brutalement ses portes, laissant sur le carreau élèves et professeurs. La récession aurait-elle fait sa première victime dans l'enseignement privé? D'autres faillites sont-elles à prévoir? Norbert Forster, le président de l'Association genevoise des écoles privées (AGEP), se veut rassurant: «Cette fermeture est due à des problèmes de gestion financière, explique-t-il. Cette école ne pouvait tourner avec tous les degrés du primaire et du secondaire, et accueillir si peu d'élèves.»

A Genève, comme dans le canton de Vaud, les responsables d'associations et les directeurs d'établissements bien établis accueillant les enfants et les jeunes qu'à la fin du secondaire restent confiants. Globalement, disent-ils, la demande se maintient et la crise ne se fait pas ou pas encore sentir. En particulier, les demandes d'informations de la part des parents n'ont pas diminué pour l'instant; les listes d'attente demeurent. Mais les directeurs sont un peu dans l'expectative: ils attendent le printemps pour voir si les inscriptions se confirment réellement.

La situation varie tout de même selon les publics. Certaines écoles de formation pour adultes voient diminuer le nombre de participants financés par leur employeur, tandis que les employés se forment davantage d'eux-mêmes. Tour d'horizon



## Un nouveau pôle de formation à Yverdon

Avec la crise, certaines entreprises réduisent ou suppriment leur budget formation. A l'inverse, d'autres cours sont davantage suivis. Tel est le constat paradoxal tiré au Y-Parc d'Yverdon, la semaine passée, lors de l'inauguration du bâtiment qui abrite la Y-Academy, un nouveau pôle de formation continue. «Depuis deux ou trois ans, beaucoup d'entreprises étaient surchargées de commandes et n'avaient pas le temps d'envoyer des gens en formation», note Raphaël Granges, directeur de l'Ariaq, une des six sociétés membre de la Y-Academy.

L'Ariaq est un institut de management et de contrôle qualité, qui travaille beaucoup avec l'industrie. Parmi les autres membres de la Y-Academy, deux concepteurs de lo-

giciels, un cabinet de conseil fiscal, une société active dans les RH et une entreprise internationale spécialisée dans les contrôles et expertises techniques.

«Nous constatons un phénomène assez nouveau: des personnes qui complètent leur bagage de compétences sans avoir été licenciées, même si la formation est relativement chère», reprend Raphaël Granges. Il estime à 10% ceux qui suivent un cours de leur propre initiative.

Uschi Koch en fait partie. Après avoir travaillé dans le tourisme événementiel, elle souhaitait se mettre à son compte en ouvrant une société organisant des meetings et des voyages de motivation. Dans ce but, elle a suivi une formation onéreuse, achevée en novembre 2007. «Je voulais

me distinguer de mes concurrents en ayant un système de qualité très réfléchi pour mes clients», raconte-t-elle. Avec le recul, elle en tire un bilan positif, non seulement pour la société qu'elle avait fondée, mais aussi dans son emploi actuel au Centre des congrès de Beaulieu, à Lausanne.

Comment a-t-elle entendu parler de ce cursus? «Sur Internet. Il y avait des cours d'agent de qualité en tourisme, mais j'ai décidé de faire une formation plus complète pour pouvoir me diversifier», explique Uschi Koch. Son choix s'est porté sur un cours de responsable de système de management de qualité. Soit une dizaine de milliers de francs, payés de sa poche. «J'étais sans emploi à ce moment-là», indique Uschi Koch, qui a lancé puis fermé sa société: «La

crise pointait à l'horizon et le tourisme est un secteur sensible».

La crise, justement, influence le choix des cours. Chez Formacoach, ceux sur la gestion du stress arrivent en tête. «Les cours de qualité pour l'industrie sont très demandés», relève Raphaël Granges. Une demande qu'il explique par la période précédente, lorsque les entreprises faisaient face à l'explosion des commandes: «Beaucoup de gens ont alors été engagés sur les lignes de production, et insuffisamment formés au niveau culture qualité.»

A l'inverse, d'autres membres de la Y-Academy estiment que la crise n'a pas d'impact sur eux, parce qu'ils sont dans des marchés très spécialisés, comme Fiscaplan, avec ses cours destinés aux experts fiscaux. H.K.

## Les cadres continuent à se former Investir dans l'école

En ce qui concerne la formation des cadres, la récession et les craintes qu'elle suscite, déploient un double effet. D'un côté, certaines entreprises réduisent les budgets de formation. De l'autre, au niveau individuel, les gens se forment davantage. «Les entreprises sont devenues très circonspectes et redistribuent différemment les moyens alloués à la formation, selon de strictes critères d'utilité», explique François Ponzio, chef de produit management et économie à l'École-Club Business de Migros Genève. Elles veulent de l'utile. Les formations alibis ou récompenses, c'est terminé. Il a constaté ces derniers mois un engoue-

ment accru pour les cursus en management, et un recul de la demande en informatique et langues.

Même son de cloche du côté du CRPM, centre de formation en management à Lausanne: «Les employeurs ont désormais un souci de retour sur investissement», confirme le directeur Lorenzo Pestalozzi. Ce sont les grands classiques qui marchent le mieux actuellement, à l'exemple des cours en leadership et conduite des collaborateurs. Les formations portant sur la créativité et l'innovation séduisent également. «En revanche, nous recevons de plus en plus de participants qui viennent à titre individuel pour suivre des formations complètes», poursuit Lorenzo Pestalozzi. Une formation en temps de crise, c'est un carrefour d'opportunités, pour élargir son réseau et acquérir de nouveaux savoirs. D'ailleurs, les cursus certifiants sont les plus de-

mandés individuellement. «Nous voyons de plus en plus de personnes qui souhaitent attester de leurs compétences sur le marché du travail», relève Georges Ryser, secrétaire général du CRQP, institut spécialisé dans les ressources humaines. La fréquentation de notre cours de certificat en RH explose littéralement.»

De manière générale, cependant, les acteurs interrogés constatent un recul de la demande par rapport aux années précédentes. Mais ils le relativisent, à l'exemple d'Alain Petit-pierre, directeur de l'Ifage à Genève: «L'année 2008 a été tellement exceptionnelle du point de vue de la fréquentation, que nous vivons un simple retour à la normale. Et je reste optimiste pour l'avenir, car je suis convaincu que les entreprises préfèrent former les gens qui sont sur place que de les licencier pour engager de nouvelles compétences.» F. Bi

la crise? A Lausanne, Jean-Pierre Du Pasquier, président du groupe Lémania et administrateur délégué de l'école Lémania, qui a fêté son centenaire l'an passé, en a vu d'autres. Bien sûr, dit-il, les périodes de récession voient des écoles fermer leurs portes ou être rachetées, souvent de petits établissements qui n'ont qu'une seule spécialisation. «L'expérience montre aussi que nous serons sans doute touchés à un moment donné. Mais comme nous sommes un groupe de 15 écoles différentes, la diversité nous aidera à passer la crise. Certaines formations, en management par exemple, ont tendance à croître pendant les périodes difficiles, tandis que d'autres connaîtront des baisses. Et puis, pendant les crises, il y a un retour aux valeurs essentielles et les parents misent sur l'éducation», ajoute Jean-Pierre Du Pasquier.

Pour l'heure en tout cas, «nous ne sentons pas la crise», ajoute-t-il. Le discours est identique dans de nombreux autres établissements accueillant enfants et jeunes en âge scolaire. «La demande continue d'augmenter», commente John Douglas, directeur des admissions à l'École Internationale de Genève. A la même époque, nous avions 750 demandes l'an dernier et nous en enregistrons 1200 cette année. Pour

le moment, nous ne voyons pas non plus de départs. Il y a au contraire moins de tournus.»

Même situation à l'Institut international de Lancy (IL) ou à l'École Moser, à Genève. «Je n'ai encore reçu aucune annulation», lance Alain Moser, directeur général de l'école éponyme. Au contraire, j'ai l'impression qu'en période de crise, les parents ne veulent pas couper dans l'éducation. Ils préfèrent économiser d'abord sur les autres postes de leur budget. A Genève, dans les écoles qui offrent des cursus bilingues, les listes d'attente sont de toute façon si longues que les établissements peuvent encaisser d'éventuels désistements. «Mais on y verra plus clair d'ici quelques mois, lorsque les parents confirmeront les inscriptions», poursuit Norbert Foerster, directeur de l'IL.

De son côté, Jérôme de Meyer, propriétaire du Collège Beau Soleil et co-proprétaire de Champittet, observe quelques nuances touchant les internats internationaux: «Nous constatons une plus forte demande venant d'Asie, du Japon et de Russie et un léger fléchissement de la part des pays latins. Les parents deviennent plus sensibles au rapport qualité-prix, ils comparent davantage les écoles et prennent plus de temps pour faire leur choix.» C. Dz

### Les langues font face

«Pour l'instant, nous n'avons pas eu d'annulation de contrat d'entraînements», explique Raymond Gassmann, le patron de l'école de langue SL&C, à Genève. «Les compagnies, internationales surtout, ne peuvent pas couper du jour au lendemain

dans les formations en langues», renchérit Pierre Metthez, directeur de Language Links à Lausanne. Il observe pourtant un changement. Les participants qui paient les cours de leur poche mettent plus de temps qu'avant à régler la facture. C. Dz